

Thomas, Clive Y., *Dependence and Transformation. The Economics of the Transition to Socialism*, Monthly Review Press, New York, 1974.

André Vachet

Volume 8, Number 2, 1977

Le Canada et le Québec – Bilan et Prospective

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700795ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700795ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Vachet, A. (1977). Review of [Thomas, Clive Y., *Dependence and Transformation. The Economics of the Transition to Socialism*, Monthly Review Press, New York, 1974.] *Études internationales*, 8(2), 411–413.  
<https://doi.org/10.7202/700795ar>

péens et surtout la façon dans laquelle, depuis l'expansion du système capitaliste européen, ces intérêts capitalistes puissants ont structuré les économies et sociétés africaines. Sans identifier les causes fondamentales d'une absence de transfert de technologie et le manque de rapport entre la technologie importée et les besoins du développement économique des pays sous-développés ses recommandations ne peuvent aboutir qu'à un prolongement des structures actuelles et aux conséquences déjà bien connues.

Lynn K. MYTELKA

*Département de science politique,  
Université de Carleton*

THOMAS, Clive Y., *Dependence and Transformation, The Economics of the Transition to Socialism*, Monthly Review Press, New York, 1974.

Clive Thomas est professeur d'économie à l'Université de Guyanne. Mais son livre est d'abord le résultat d'une série de conférences et de séminaires donnés à l'université de Dar es-Salaam en Tanzanie. Il s'agit d'un texte d'un jeune intellectuel du Tiers-Monde, immédiatement engagé dans les problèmes du développement. Il en résulte une sensibilité et un sens du concret qui font le plus souvent défaut aux spécialistes des métropoles pour qui le développement n'est qu'un objet d'étude scientifique. C'est là, sans doute, la source de cet enthousiasme et de cette chaleur qui rend son livre si attachant malgré l'abstraction de la pensée et l'austérité de l'exposé.

L'ouvrage s'ouvre par une constatation pertinente qui fixe le ton et l'orientation de l'ensemble : ni l'économie néo-classique, ni la théorie socialiste ne se sont vraiment attachées à élaborer une stratégie cohérente pour une planification adaptée aux multiples problèmes du sous-développement et de l'exploitation dans les économies des petites nations dépendantes, dans ces éco-

nomies dominées qui survivent à la marge et à la périphérie du capitalisme international (p. 13).

C'est cette lacune que l'ouvrage prétend combler en se présentant d'abord comme une démonstration de la possibilité d'une telle stratégie et un plaidoyer pour son établissement malgré les contraintes énormes qu'imposent non seulement les structures néo-coloniales qui dominent les économies du Tiers-Monde, mais aussi les limites naturelles des petites nations sous-développées.

Dans cette perspective, l'auteur critique les efforts de transformation faits sans modèle original et spécifique car alors le développement implique l'imitation des modèles des nations les plus puissantes (É.-U., Urss), ce qui revient à en reproduire les modes d'accumulation et d'allocation des ressources, c'est-à-dire à en reproduire des modèles de production qui sont ceux du néo-colonialisme même si l'on prétend modifier les formes d'échange et de consommation. Précisément la grande utopie qui a grevé tout l'effort du développement a été de tenter d'établir de nouvelles relations d'échange et de consommation tout en conservant la structure néo-coloniale de production (p. 20). Il faut donc, selon l'auteur, que tout le processus d'élimination du sous-développement et de la pauvreté soit identique au mouvement de transition de la dépendance au socialisme.

C'est précisément ce que la première partie de l'ouvrage tente de démontrer. En effet, il faut bien constater que malgré une augmentation parfois rapide de la moyenne des revenus *per capita*, les structures de dépendance et le sous-développement se renforcent dans les petites nations sous-développées du Tiers-Monde. Cette permanence du sous-développement se traduit par « the dynamic divergence of resources use, ownership, and production, and the divergence between domestic demand and the needs of population as a whole in the absence of a vibrant and indigenous tech-

nology which can provide on organic basis within the social system for linking there two processes » (p. 115).

Cette constatation permet d'affirmer qu'une seule alternative historique se présente aux faibles économies sous-développées : ou bien la poursuite du présent mode néo-colonial qui, tout au plus, peut assurer un changement économique comme sous-produit du développement dans les centres capitalistes, ou bien une stratégie socialiste visant la transformation des forces productives et la libération de l'ordre social et politique (p. 117). L'option que défend l'auteur est évidente.

La deuxième partie de l'ouvrage, la plus importante, tente d'élaborer cette stratégie socialiste du développement spécifique au Tiers-Monde. Or Clive Thomas la voit totalement conditionnée par deux « lois de fer » qui règlent tout le processus de transformation et en déterminent la qualité : il s'agit d'abord de la convergence de l'utilisation des ressources et de la demande (« converging resource use and demand »), puis de la demande et des besoins (« converging needs with demand »).

En effet, pour contrer la dynamique du sous-développement centré sur le décalage et souvent l'opposition entre l'utilisation des ressources et les besoins de l'ensemble de la communauté, il faut renverser le processus et assurer la convergence des besoins, de la production et de la consommation, ce qui d'ailleurs implique par le fait même la fin du capitalisme et de l'impérialisme soutenus par le détachement de la production, de la consommation et des besoins spécifiques aux forces productives locales.

L'on ne peut ici faire état de toutes les implications et conséquences qui se dégagent de ces deux lois. Signalons seulement que l'auteur insiste sur la nécessité de mettre en pratique des structures de planification qui vont permettre de minimiser l'impact du marché, des revenus privés et des préférences individuelles sur le mode et la forme de distribution des produits. Il

insiste aussi sur la nécessaire redéfinition du rôle et de l'utilisation de la technologie essentielle pour maximiser le processus de convergence.

La troisième et dernière partie de l'ouvrage s'attache à approfondir le problème particulier des relations de production et des forces productives. Ceci par le biais de la critique des mouvements d'intégration. Remarquant avec justesse que l'intégration politique et économique internationale a remplacé l'expansion territoriale dans la lutte que se livrent les nations, l'auteur en vient rapidement à la conclusion qu'un certain isolationisme est nécessaire à un réel développement des petites nations (p. 276). L'intégration est toujours fonction de l'environnement économique et social. Dans le contexte du sous-développement, les tentatives d'intégration qui ne visent pas à transformer radicalement ce contexte ne peuvent que le reproduire. Dans ce dernier cas, seules les entreprises multinationales sont véritablement gagnantes. Par contre, à l'intérieur d'un processus socialiste de transformation, l'intégration ne peut avoir de rôle positif que si elle suit des changements simultanés dans les relations de production et le développement des forces productives à l'intérieur de régions homogènes et relativement réduites (pp. 280-281) ce qui est peu probable. L'intégration peut n'être pas la cause, mais seulement la conséquence d'un véritable développement. Il en suit donc que celui-ci, dans les petites nations, ne peut que reposer sur la maximisation des ressources nationales et sur les dynamismes politiques locaux dans une relative autonomie vis-à-vis des structures et des pouvoirs externes (p. 284). Ceci n'exclut pas le commerce et la coopération, mais les subordonne aux exigences de la planification et de la transformation de la société.

Un résumé si bref ne peut rendre justice à un ouvrage fait de nuances et de pondération malgré le caractère radical des thèses principales, avec lesquelles il est difficile de ne pas être d'accord, du moins pour l'es-

sentiel. D'ailleurs les réticences tiennent plus aux nécessaires simplifications de l'exposé qu'aux faiblesses du raisonnement dont la clarté et la précision étonnent quand il s'attaque à des problèmes aussi difficiles que le développement et la transition au socialisme.

Il faut cependant signaler une difficulté de taille que l'ouvrage confronte, mais ne semble pas surmonter. Si l'on comprend bien la nécessité de la planification non seulement pour coordonner la production avec les ressources réelles, mais aussi pour lier cette même production à la demande et celle-ci aux besoins des populations en cause, l'on identifie moins bien le moteur de cette planification, son centre et son centralisme. Comment éviter d'imaginer la constitution d'un organisme technocratique sinon bureaucratique de décision ? Comment le pouvoir qui en résulterait n'entretient-il pas en contradiction avec le processus de développement et de transformation socialiste qui se définit non par le niveau du revenu mais par la libération de l'ordre social et politique ? (p. 117) Le problème est d'autant plus important qu'il s'agit non seulement de l'allocation des biens matériels, mais en un sens de la reconnaissance et de l'allocation des besoins individuels et collectifs réels à distinguer des besoins fictifs. L'auteur se rend bien compte de la difficulté, mais il lui est trop facile d'espérer que le processus de planification soit démocratique et de souhaiter qu'il repose sur des mécanismes qui tiennent du marché tout en le transcendant. Ce vœu contient peut-être une intuition, mais l'exposé demeure vague et s'arrête court. Le lecteur ne peut que conserver ses réserves d'autant plus que l'expérience historique a déjà trop démontré que le pouvoir et le centralisme bureaucratique était le talon d'Achille de toutes les planifications centralisées, fussent-elles socialistes ! Ici encore si la solution économique au phénomène global qu'est le développement semble adéquate, le problème politique demeure entier.

C'est pourquoi cet ouvrage passionnant, qui renvoie dos à dos le modèle néo-classique de développement et le modèle soviétique tout en en tirant des enseignements, laisse le lecteur perplexe et insatisfait. Mais il demeure un des volumes les plus stimulants sur le sujet.

André VACHET

*Département de science politique,  
Université d'Ottawa*

ZORGBIBE, Charles, *La guerre civile*, Paris, Presses Universitaires de France, 1975, 208p.

La notion de guerre civile qui s'inscrit avec force dans l'actualité politique internationale de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, retient l'attention des juristes contemporains et des conférences internationales sur le droit humanitaire. Elle soulève maintes controverses aux différents niveaux, définition, implications politiques, économiques, sociales et culturelles, régime juridique interne et international. Il appartenait à Charles Zorgbibe, éminent professeur de droit de l'Université de Paris XI, directeur de la section française de l'Université de la Sarre, de tracer les lignes directrices du problème, dans une optique essentiellement juridique.

Dans son introduction, l'auteur souligne l'évolution de la notion de guerre civile, conflit essentiellement interne hier, conflit international aujourd'hui, correspondant aux transformations du système mondial international. Si la guerre civile est un conflit armé, qui a pour enjeu le régime politique d'un État existant ou la création, par sécession, d'un nouvel État, elle se distingue de la guerre internationale en ce qu'elle n'est pas un affrontement entre États indépendants.

L'auteur articule ses développements autour de deux propositions clés : la guerre